RAPPORT DE L'EVALATION RAPIDE.

UNICEF Réponse Rapide (UniRR).

Date : du 09 au 10 janvier 2020.
Date du rapport : 13 janvier 2020

I. Informations préliminaires

Alerte référence ehtools : 3208 du 28 décembre 2019

Province : ITURI	Territoire : MAHAGI	Collectivité : JUKOTH	Zone de Santé : RIMBA	Groupement : PAMITU AME	Aires de Santé : AME et SCHUBERT

Résumé analytique

Deux événements inquiétants ont été notifiés dans la zone de AMEE relative aux incursions des hommes armés présumés combattants du groupe CODECO notamment le 24 et du 28 décembre 2019 dans les localités Pamitu/Paliech, Jupabock, Schubert et Pakenge en groupement Pamitu/AMEE.

Du 9 au 10 janvier 2020, une équipe du mécanisme UniRR s'est déployée dans la zone et a réalisé une évaluation rapide de la situation humanitaire. Il a s'agit essentiellement des échanges en focus groupe avec les personnes ressources (autorité locale, leader communautaire, responsable des services) et des visites a domiciles, observation de la situation et interview avec les personnes affectées.

Après analyse du contexte et de la situation humanitaire sur place, il ressort que :

- **Du point de vue du contexte :** les habitants de ces villages se sont déplacés dans les villages voisins mais ne sont pas restés longtemps en déplacement, 70% d'entre eux sont déjà de retour dans leur village d'origine situés dans un rayon de 4Km. Il a s'agit d'un déplacement interne entre les localités du groupement AMEE/Pamitu.

- **Santé/Nutrition** : les difficultés d'accès aux services de santé dans cette zone relèvent de la situation structurelle de la zone. Cependant, ces difficultés pourraient s'accentuer dans les jours à venir considérant que le pouvoir d'achat de la population va être impacté négativement par les pertes des biens matériels de valeur qui soutiennent les moyens de subsistance de la population.
- **Article Ménagers Essentiels et abris** : 70% d'habitant ont perdu leurs biens ménagers essentiels dont des biens de valeur qui soutenaient leur mécanisme de survie. A l'issue de nos entretiens avec les personnes retournées, il ressort que pendant cette période de soudure, la priorité est accordée à l'accès aux intrants agricoles et besoins alimentaires au détriment des biens ménagers essentiels. Une assistance en AME est donc pertinente pour aider ces populations à reconstituer leur AME.
- **Wash :** la situation des secteur EHA dans cette zone relève de la situation structurelle de la zone. Le déplacement ayant été de courte durée, la pression sur les ressources en eau dans les zones d'accueils s'est estompée avec le retour de population dans leur village.
- **Education :** la situation du secteur éducation dans cette zone relève de la situation structurelle et particulièrement des retombées de la mesure de gratuite tel que promulguées par le gouvernement de la RDC. Cependant, la crise de décembre 2019 et l'incertitude sécuritaire qu'elle a occasionnée dans la zone impacte négativement la fréquentation scolaire certains parents ayant choisi de garder leurs enfants à la maison par crainte pour leur sécurité au cas ou les villages venaient à être attaqué à nouveau.
- **Sécurité alimentaire :** les incidents de décembre 2019 impacte négativement la sécurité alimentaire dans la zone de AME, les habitants d AME ont restreint leur accès au champ se trouvant dans les zones Lendu (à Djugu) craignant pour leur sécurité. Considérant qu'on est en période de soudure et de préparation des champs, cette situation augmente le risque de perte de la saison culturale de février-mars et pourra conduire à une situation d'insécurité alimentaire.
- **Protection :** les incidents de décembre ont remonté les tensions entre les communautés Alur et Lendu dans la zone de AMEE entrainant notamment de restriction d'accès aux champs situés dans les terres arables en territoire de Djugu sous contrôle des Lendu et de restriction pour la fréquentation des écoles pour certains enfants dont les parents sont restés méfiant sur la situation sécuritaire et craignant des nouvelles attaques.

Recommandations majeures :

- **Santé/Nutrition** : Plaidoyer pour la gratuité des soins pour les 34 personnes grièvement blessées par des assaillants ; Plaidoyer avec Malteser pour l'extension de sa subvention pour assurer la gratuité des soins

pendant la période de soudure (janvier-mars 2020) et accompagner le relèvement des habitants de cette zone sinistrée.

- **Articles Ménagers Essentiels/Abris :** Organiser une distribution des Kits ou foire aux AME pour les ménages affectés ;
- **Education :** Sensibiliser les parents pour renvoyer les enfants à l'école ; Distribuer les manuels scolaires dans les écoles victimes de pillages ; **Plaidoyer avec la Caritas Bunia pour le suivi de frais de fonctionnement pour l'EP Atirembe**
- **Protection :** Organiser des campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique

D'autres recommandations spécifiques sont repris dans le rapport sous le paragraphe sur les situations sectorielles.

II. Dates et causes de la crise/ du déplacement

Deux événements inquiétants ont marqué la crise humanitaire dans cette zone : La nuit du 24 décembre 2019, les présumés éléments de la CODECO, ont fait incursion dans les quartiers Nzi, Kanana, Samba et Aboo de la localité Pakenge et le quartier Lotovi de la localité Pamitu Paliech. Ils se sont livrés au pillage des biens de valeurs (motos, vélos, les manuels scolaires et produits d'élevage). Aucun cas de mort ni blessé n'a été enregistré. Dans la nuit du 28 décembre 2019, Ces éléments ont repris leur opération. Cette fois-ci, accompagnés d'un grand nombre de femmes et jeunes, munis des armes blanches et quelques hommes en armes à feu, pour attaquer d'abord la population des quartiers Kasigbana, Ahura et Jupusiga de la localité Pamitu Paliech, puis celle du quartier Nyamukau (Jupanyinge), Jupabok centre, Losanyi, Chiza, Lonza et Riza de la localité Jupabok et pour terminer dans une ferme des bovins dans de la localité Schubert où ils ont assassiné un bouvier de la place. Ces localités se trouvent à la limite frontière de la communauté Lendu du Territoire de Djugu. Une fois de plus, ces assaillants se sont livrés au pillage des biens ménagers et autres biens de grande valeur ; notamment : 9 motos, l'argent et les produits d'élevage (vaches, chèvres, moutons, poules, etc.). A cela s'ajoute le bilan inquiétant de 34 personnes victimes des coups et blessures graves à l'aide des armes blanches, tous hospitalisés au Centre médical d'Ame et 3 cas de morts suite à une arme à feu.

Il faut noter que ces opérations ont touché quatre localités sur 20 que regorgent le Groupement Pamitu Ame. Dans ces quatre localités, certains quartiers n'étaient pas touchés par ces assaillants ; mais ils ont été emportés par la panique due à ses événements. En effet, cette situation a entrainé le déplacement des habitants de villages attaques pour trouver refuge dans les localités périphériques considérés plus ou moins sécurisés. Il s'agit des localités d'accueil suivantes : Pedha, Rina, Ame Centre et Pavulo. Tous les ménages déplacés étaient hébergés dans les familles d'accueils. Le séjour en déplacement a été court, 75% d'habitant qui s'étaient déplacés sont rentrés dans leur village, il s'agit de 944 ménages soit 5688 personnes selon les IT des aires de santé Schubert et Ame). La peur anime encore cette population retournée, raison pour laquelle la nuit, les femmes et les enfants font le déplacement préventif hors de leurs maisons, seuls les hommes restent veiller dans les quartiers et pendant la journée, tout le monde regagne leurs habitations.

III. Sécurité et Accessibilité sur la zone évaluée/Protection et problématique du Do no harm.

Sécurité :

La sécurité de la zone évaluée est assurée par les éléments de la FARDC et ceux de la Police Nationale Congolaise. Ils réalisent des patrouilles pendant la journée ; mais la nuit ils restent dans leurs camps. Selon les autorités locales, le nombre de positionnement des éléments FARDC, ne permet pas une bonne sécurité des localités Alurs qui partagent les limites avec la communauté Lendu du Territoire de Djugu. Ensuite, la cohabitation entre ces deux peuples n'est pas bonne suite au conflit de terre. C'est un problème qui est à la base de leur insécurité. Ces agressions arrivent presque chaque année et plus souvent pendant la période des récoltes.

Accessibilité :

La zone est accessible à toute saison.

Protection :

Aucun cas d'enfants accompagnés, séparé et vivant seul n'a été enregistré dans la zone. La cohabitation entre les ménages déplacés et familles d'accueil est bonne. La crainte qui anime encore la population de la zone est celle d'être attaqué par des assaillants. Ensuite, la peur d'accéder à leurs champs, rend cette population inquiète et vulnérable. Aucun cas de viol n'a été identifié.

Recommandation : Organiser des campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique

Do no harm :

Une bonne cohabitation existe entre la population déplacée et familles d'accueils. Actuellement, on observe le mouvement de retour progressif. Toute assistance individuelle liée aux ménages bénéficiaires, nécessite une

sensibilisation rigoureuse en amont auprès des autochtones et anciens déplacés venus de Djugu qui sont dans la zone, afin de ne pas créer le conflit au sein de la même communauté. Mais aussi l'analyse des risques avant toute intervention serait nécessaire.

IV. Données démographiques

Le groupement Pamitu Ame est composé de 20 localités dont 4 ci-dessous ont été partiellement touchées. Ensuite, il ressort de ces 4 localités, les quartiers sinistrés par les assaillants.

Localités	# habitant (ménages) avant crise	# habitant (ménages) après crise	Observation
PAMITU/Paliech	586	526	60 ménages encore en déplacement
Schubert	343	314	29 ménages encore en déplacement
JUPABOCK	579	410	179 encore en déplacement
PAKENGE	466	292	174 ménages encore en déplacement
Total	1974	1542	442 ménages encore en déplacement

V. Résultats de l'évaluation

Santé et Nutrition :

Deux structures sanitaires sont fonctionnelles dans la zone évaluée. Il s'agit du CSR Ame et le CS Schubert. La gratuité des soins de Santé n'existe pas. Le cout de soins est forfaitaire. Les données collectées de la revue documentaire, donnent le taux d'utilisation des services curatifs faible, de l'ordre de 30% au CS Schubert et 35% au CSR Ame. Les structures sanitaires de la zone appliquent le tarif forfaitaire ; en effet, elles bénéficient de l'appui de Malteser International qui subventionne certains couts. Par ailleurs, les Soins de Santé Primaires et la vaccination sont gratuits sur toute l'étendue de la ZS de Rimba. Malgré cela, la majorité de population n'est pas à la hauteur de payer facilement les soins de santé. Cela est dû à l'insuffisance des sources de revenus observées dans la zone. Selon les IT, le taux de fréquentation des structures sanitaires publiques est globale faible. Ceci s'expliquerait en partie par la présence des plusieurs postes de soins privés et le mauvais positionnement de ces structures par rapport aux agglomérations de leurs aires de santé.

Les maladies les plus fréquentes dans ces deux aires de santé sont : le Paludisme suivi les maladies d'origine hydriques et les infections Respiratoires aigües. Particulièrement chez les enfants de moins de 5 ans, le Paludisme représente 57% des cas, les maladies d'origine hydriques 22% et les Infections Respiratoires Aigües 12%.

Au centre de sante de référence de AMEE, le Centre nutritionnel ne fonctionne plus. Cependant, des cas de MAS sont enregistrés (9 durant le 3 dernier mois), des nombreux autres cas seraient passe inaperçus dans les structures de soins privées selon le Médecin traitant de ce centre. Il n'y a pas de prise en charge adéquate hormis les conseils nutritionnels et la prise en charge gratuite des soins de santé primaire.

Recommandations :

- **Pour action immédiate :** Plaidoyer pour la gratuité des soins pour les 34 personnes grièvement blessées par des assaillants ; Plaidoyer avec Malteser pour l'extension de sa subvention pour assurer la gratuité des soins pendant la période de soudure (janvier-mars 2020) et accompagner le relèvement des habitants de cette zone sinistrée.
- ✓ **Pour action a cours terme :** Organiser une enquête nutritionnelle dans les deux aires de santé en vue d'élucider la problématique de malnutrition qui pourrait sévir dans la zone ;

Abris :

Généralement, aucune maison n'a été incendiée. Mais pendant le pillage, quelques portes et fenêtres des quartiers sinistrés ont été casées. La majorité des maisons sont en pisée et couvertes en pailles. Les dimensions des chambres sont réduites (2m x 3m par chambre). Pendant les observations et échanges dans les ménages, le nombre de personnes par pièce à coucher est à plus de 5. Ce qui revête une promiscuité. Les ménages déplacés vivent en familles d'accueil, d'autres habitent des maisons cédées par leurs membres de famille.

Recommandations :

- Identifier et réhabiliter les portes et fenêtres endommagés ;

AME :

La population de la zone évaluée a été pillé systématiquement. Tous les biens ménagers en bon état ont été emportés par les assaillants. Au retour dans leur village respectif, la population retournée manque les ustensiles de cuisine, les récipients de stockage d'eau, les literies, les moustiquaires ainsi que les couvertures. Ils utilisent les biens ménagers disponibles dans la communauté qu'ils partagent par solidarités. Ces populations présentent des difficultés d'accéder facilement au kit AME suite à l'insuffisance de sources de revenus.

Les observations directes révèlent que sur 10 ménages visités, 2 seulement disposent présentement d'un Bidon de 20 L en mauvais état. Dans la plupart de ménages, des arrosoirs vétustes et troués sont en usage pour puiser et/ou conserver l'eau

Recommandation :

- ✓ **Pour action immédiate :** Organiser une distribution des Kits ou foire aux AME pour les ménages affectés ;
- ✓ **Pour action a cours terme :** RAS

Eau, Hygiène et Assainissement :

En général, la couverture en eau est très réduite dans la zone de AMEE, la situation EHA dans deux aires de Santé (AMEE et SCHUBERT) touchée par les attaques de décembre 2019 est la suivant :

Localité/Aire de Santé	Population (ménages/personnes)	# point d'eau amenage	Observation
Pamitu/AMEE	586 ménages soit environ 3000 personnes	2	Date de l'époque coloniale
SHUBERT	343 ménages soit environ 2000 personnes	2	1 source réhabilitée/aménagée par xxxx en octobre 2020

Sur le plan assainissement, la situation est très préoccupante. Sur 10 ménages visités, 3 seulement ont des latrines. Pour le reste, la défécation se fait à l'air libre dans beaucoup d'endroits très visibles. D'où, le risque permanent d'une éclosion des maladies d'origine hydriques. Par rapport aux maladies d'origines hydriques, selon les données fournies par les structures sanitaires, il ressort un taux élevé des cas des diarrhées infantiles (22%).

Lors des échanges avec certains chefs et représentants de la communauté, la pratique de lavage des mains après la toilette et pendant les autres moments clés n'est pas respectée. Excepté avant de manger. En plus, sur 10 ménages visités, aucun dispositif de lavage des mains n'est disponible soit 0%.

Dans les structures scolaires, les latrines construites localement, sont en mauvais état, en nombre insuffisant par rapport aux effectifs d'écoliers et enseignants. Il sied de noter que ces écoles n'ont pas des sources aménagées proches des établissements scolaires où les écoliers peuvent se ravitailler en eau de boisson.

Sur le plan hygiénique, les femmes sinistrées sont dépourvues des kits sanitaires intimes.

Recommandations :

- ✓ **Pour action immédiate : RAS**
- • **Pour action a cours terme :** Déployer des évaluations approfondies des besoins en eau, hygiène et assainissement dans la zone de AMEE et développer des projets d'appui à ces communautés pour améliorer leur situation EHA.

Education

La zone évaluée compte 5 écoles primaires fonctionnelles parmi lesquelles 4 ont été visitées et une n'a pas été évaluée suite à l'accessibilité difficile à véhicule et la distance à parcourir. Il s'agit de l'EP Lanyi.

Ci-dessous les données de 4 écoles évaluées :

Ecole/EP	Effectif des écoliers en 2019- 2020		Nbre de Salles	moyenne d'écoliers par salle	Effectif enseignants		Enseignants mécanisés	Effectif enfants déplacés	
	F	G			H	F		F	G
Atirembe	174	224	8	60	7	1	8/8	Nd	Nd
Ulukire	127	188	6	53	3	4	7/7	20	37
Shanakidi	300	289	9	65	7	3	10/10	0	0
Schubert	60	80	6	25	5	1	0/6	5	7
Total	661	781	29	203	9	27	25/31	25	44

Commentaires :
Il ressort de ce tableau, deux écoles (EP Atirembe et Shanakidi) avec un effectif de plus de 55 écoliers par salle de classe à l'exception de l'EP Schubert, car c'est une école privée. L'application de la mesure de gratuite a fortement influence le taux d'inscription dans les 3 écoles publiques. Cependant, après les évènements qui ont frappé la zone, on observe une régression par rapport à la fréquentation des écoliers. Cela est dû à la tension qui s'observe encore entre deux ethnies (Alur et Lendu), soupçonnant la communauté voisine (Lendu) d'être en connivence avec les hommes armés pour les déstabiliser. Certains parents gardent leurs enfants à la maison jusqu'à ce que la tension prenne fin.
Les échanges avec les responsables scolaires et les observations directes effectuées dans la zone, révèlent que généralement, toutes ces écoles ne disposent pas des manuels didactiques ; ils signalent particulièrement que les écoles primaires Atirembe, Schubert et Shanakidi, ont perdu la quasi-totalité des manuels scolaires pendant les événements. Par ailleurs, l'EP Atirembe éprouve des difficultés énormes de fonctionnement ; selon le responsable de cette école, leur fonctionnement était subventionné à travers un projet de la Caritas Bunia mais depuis le début de cette année scolaire, cet appui est suspendu alors que d'autres écoles du même lot continuent à recevoir cette subvention ce qui plonge l'école dans un déficit de fonds pour assurer son fonctionnement.

Recommandations :

- **Pour action immédiate :** Sensibiliser les parents pour renvoyer les enfants à l'école ; Distribuer les manuels scolaires dans les écoles victimes de pillages ; **Plaidoyer avec la Caritas Bunia pour le suivi de frais de fonctionnement pour l'EP Atirembe**
- ✓ **Pour action a cours terme :** Déployer une évaluation approfondie des besoins en éducation dans cette zone

Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance

Depuis les crises récentes de fin décembre 2019 ; la situation en Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance est préoccupante dans la zone évaluée. La population est à 80% en vocation agricole. La minorité seulement pratique l'élevage des gros, petits bétails et volailles ainsi que le petit commerce (AGR).
Actuellement, la population sinistrée n'accède plus à leurs champs du fait que la majorité exploite la terre arable dans le territoire de Djugu, appartenant à la communauté Lendu. Vu les événements passés qui sèment la panique dans zone, ils craignent d'accéder à leurs champs pour ne pas tomber dans les mains des assaillants. Cette situation affecte la sécurité alimentaire des ménages et les moyens de subsistance. A cet effet, la fréquence de repas journalier est réduite de trois à un seul repas par jour, en qualité et quantité de faible valeur nutritive. La protéine animale y est devenue de plus à plus rare, suite aux pillages des bétails et volailles qui existaient avant la crise. Les ménages retournés, ne disposent plus d'aucune Activité Génératrice des Revenus. Les ménages sinistrés ont perdu les récoltes de la saison culturale passée en raison de non accessibilité et de pillage régulier des produits des champs orchestrés par la communauté adverse. En effet, le risque de l'insécurité alimentaire est élevé.
Pour la survie des ménages, ils recourent aux dons et entraides communautaires ainsi qu'aux travaux journaliers faiblement rémunérés en raison de 1200 FC par homme/jour. Le marché est fonctionnel chaque vendredi de la semaine et les ménages affectés sont limités en termes de revenu pour y accéder. 9 cas de la malnutrition sévère ont été enregistrés au CSR AMEE dans les trois mois passés.

Recommandations :

- **Pour action immédiate :** RAS
- ✓ **Pour action a cours terme :** Organiser une assistance en vivre en faveur des habitants des villages sinistrés **;** Distribuer des intrants et semences agricoles aux ménages affectés si la situation sécuritaire devenait calme et la cohabitation entre les deux communautés serait rétablie ; Appuyer les ménages en Activités Génératrices des Revenus ;

Autres acteurs présents

AUCUN ACTEUR.

1. Annexes : Photos Illustratives de la situation humanitaire Zone évaluée.

Type d'AME, dans un ménage victime au Quartier Pakenge

EHA, Quartiers Schubert et Kasigbana